

# Faire de 2017 une année « Avec les migrants »

mercredi 15 mars 2017, par [PAILLARD Denis](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2017).

## Sommaire

- [2016 : l'état d'exception](#)
- [Les migrants et la 'gouvernanc](#)
- [Les migrants comme sujets \(...\)](#)
- [Les migrants et nous](#)

Dans ce texte nous avons choisi d'utiliser le terme de 'migrants' comme terme générique, pour deux raisons : d'une part, parce qu'il renvoie au droit universel de 'migrer', tel qu'il est défini dans les conventions internationales ; d'autre part, parce qu'il met l'accent sur le fait qu'aujourd'hui ce droit est refusé à des centaines de milliers de personnes.

## 2016 : l'état d'exception

La première moitié de 2015 a connu un afflux massif de migrants en Europe. Mais dès l'automne 2015, on observe un changement radical de politique avec la volonté affirmée de l'UE (Union européenne) de stopper brutalement le mouvement et de maintenir les migrants hors de l'UE par toute une série de mesures.

Des mesures **internes** à l'UE avec la multiplication des murs - barrières - barbelés aux frontières dans les différents pays membres de l'UE. Au départ, c'est une initiative de certains pays formant le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), mais très vite on assiste à la généralisation de la fermeture des frontières de tous les pays, Allemagne et France compris.

Des mesures **externes** avec, en premier lieu, l'accord signé avec la Turquie désormais chargée, moyennant finances, de bloquer la route de l'Europe passant par la Grèce. Cette externalisation à grande échelle de la 'crise migratoire' a donné également lieu à des accords avec différents pays de l'autre côté de la Méditerranée : avec la Libye, le Niger mais aussi avec des pays par ailleurs considérés comme des dictatures, comme le Soudan et l'Erythrée. Un seul objectif : stopper à tout prix les migrants, par tous les moyens. Et un seul message à l'intention des migrants : « vous n'êtes pas les bienvenus ».

Cette politique d'exclusion ne s'est pas limitée à la multiplication des frontières intérieures et extérieures de l'UE. On assiste à une politique tout aussi systématique 'd'illégalisation' des migrants déjà présents sur le sol européen. D'un côté, l'augmentation des moyens et des pouvoirs de l'agence Frontex, de l'autre la création en Grèce et dans le sud de l'Italie de hotspots. Selon le site Migreurop « les hotspots organisent un arsenal carcéral articulant des camps d'identification et de tri (entre 'mauvais migrants' et 'bons demandeurs d'asile'), des camps d'attente (pour les demandeurs d'asile pouvant être relocalisés) et des camps préparant à l'expulsion (pour toutes celles et ceux considérés comme indésirables) » (site Migreurop : « Les hotspots au cœur de l'archipel des camps »). De

l'autre, l'UE a procédé à l'élargissement cynique de la liste des 'pays sûrs', comme (*sic*) l'Afghanistan ou encore (*sic*) le Soudan, ouvrant la voie à des mesures de rapatriement forcé à grande échelle (politique déjà bien en place depuis un certain temps concernant les migrants dits économiques en provenance notamment des pays des Balkans). Par ailleurs, la réactualisation de l'accord de Dublin, momentanément suspendu, permet de renvoyer les migrants dans le premier pays où ils sont arrivés en Europe, l'occasion de nouvelles déportations.

En France, la destruction violente de la 'jungle' de Calais au printemps 2016 ('zone sud') puis en octobre ('zone nord') témoigne de la volonté du pouvoir de ne pas tolérer la moindre forme de regroupements où se mettent en place, de façon autonome, des formes de vie collective (et donc des résistances possibles). En novembre 2016, la dispersion des campements autour du métro Stalingrad relève de la même logique : détruire tout espace échappant à un contrôle policier. A la suite de ces opérations de police, les migrants ont été dispersés par petits groupes dans des centres (Centre d'accueil et d'orientation-CAO, Centre d'accueil pour demandeurs d'asile-CADA, CAO pour Mineurs isolés-CAOMI, etc.) à travers toute la France, avec un seul objectif : isoler, formater, contrôler. D'ores et déjà de nombreux témoignages montrent que beaucoup de migrants considèrent ces centres comme des 'prisons', d'autant plus que généralement l'accès à ces centres est interdit aux personnes solidaires des migrants. Autre facette de ce traitement policier : une activité de solidarité peut être considérée comme un délit, comme cela est aujourd'hui le cas pour des habitants de la vallée de la Roya [1].

Ces mesures d'enfermement (encampement) qui visent à rendre les migrants invisibles s'accompagnent d'une politique systématique de tri et de catégorisation en 'migrants légitimes' et 'migrants illégitimes' (cette deuxième catégorie est loin d'être limitée aux seuls 'migrants économiques'). Elle sert de base à la politique d'expulsions.

Cette gestion policière des migrants à l'échelle européenne s'accompagne de tout un discours politico- médiatique visant à légitimer cette politique, où tous les arguments sont bons, à commencer par l'association 'migrants-menace terroriste' au lendemain des différents attentats tant en France qu'en Allemagne ou encore la campagne anti-migrants qui a suivi les incidents à Cologne dans la nuit du 31 décembre 2015 [2]. Cette véritable création de toutes pièces de la 'scène migratoire' comme scène à hauts risques vient alimenter mais aussi se nourrit de la montée à travers toute l'Europe des courants xénophobes et racistes. L'UE est présentée comme menacée dans son territoire et dans ses 'valeurs' par une 'invasion' de gens qui sont intrinsèquement porteurs de crise.

La logique de l'état d'exception déployée aujourd'hui par l'UE contre les migrants a pour fonction première de fabriquer l'illégalité des migrants, en leur déniaient toute possibilité de faire entendre leurs propres voix. Dans son livre *Un monde de camps* Michel Agier définit la 'forme camp' par trois caractéristiques : 1° des hors lieux, où, pour reprendre l'expression de M. Foucault, les personnes sont « enfermées dehors » ; 2° un régime d'exception qui relève d'une autre loi que celle de l'Etat ; 3° une exclusion sociale résultant des deux modes de mise à l'écart précédents.

Pour parler des migrants on utilise souvent le terme de 'crise migratoire', en fait il serait plus juste de parler d'une 'crise de l'Europe' dont les migrants sont un puissant révélateur. Sur ce point le document *New Keywords of the crisis 'in' and 'of' Europe* rédigé par un collectif de chercheurs militants européens fournit une analyse extrêmement précise et détaillée [3].

On peut résumer la politique européenne CONTRE les migrants par les mots suivants : enfermement/ encampement/ invisibilité/ externalisation/ illégalisation / expulsion / racialisation (liste non exhaustive).

## Les migrants et la 'gouvernance humanitaire'

Avec l'arrivée massive de migrants, l'Europe est confrontée frontalement à une situation qui existe depuis des décennies, en premier lieu en Afrique et en Asie où des millions de personnes, réfugiées, déplacées, etc. vivent dans des camps gérés par des institutions internationales (HCR, Croix-Rouge...) relayées par de grandes ONG. Cette 'gouvernance humanitaire' (en fait, fondamentalement 'policière- humanitaire') fonctionne aux quatre coins du monde et, aujourd'hui, elle est pleinement mise en œuvre dans le cadre de l'U.E.

On trouvera dans le texte de M. Agier « Le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés » (Actes du colloque de Cerisy, *La philosophe déplacée. Autour de Jacques Rancière*) une analyse précise et très éclairante de ce qu'il faut entendre par 'gouvernance humanitaire', qu'il définit comme la 'main gauche' de l'empire, la main droite faisant régner par la force l'ordre impérial dans les diverses régions du monde (Agier reprend ici la métaphore de P. Bourdieu qui a désigné les travailleurs sociaux comme la 'main gauche de l'Etat' chargée de réparer les dégâts sociaux-culturels provoqués par la main droite).

Nous reprenons ici quelques brèves citations de ce texte. Fondamentalement la gouvernance humanitaire vise à transformer des individus en 'victimes' anonymes sans voix et sans droits : « Le monde humanitaire, lui, est fondé sur la fiction d'une équivalence entre un régime de pensée universaliste (l'humain et son incarnation extrême dans le problème posé par la victime sans nom et sans médiation) et un dispositif mondialisé : un ensemble de réseaux, d'agents et de moyens financiers répartis dans différents pays et parcourant le monde en tant qu'ils sont les hérauts d'une cause universelle comme seule et exclusive raison d'être déclarée » (p. 416). Et « Au fil des décennies, l'image dominante de l'exil se transforme, elle prend successivement l'apparence du réfugié, du déplacé interne puis du demandeur d'asile débouté, et donc clandestin. Trois identités historiques que peut aussi revêtir en quelques années ou quelques mois la même personne dans sa biographie du déplacement. Les biographies parcourent ces identités assignées selon le principe des vases communicants entre catégories et régions du monde. (...) Le retour actuel de la 'solution des camps' qu'on trouve dans les propos et les politiques de certains gouvernements européens pour les demandeurs d'asile, prolonge une stratégie ancienne de mise à distance des indésirables et préfigure la suite de l'usage de la forme camp » (p. 419). Et enfin : « Monde flexible et multilocalisé, déploiements matériels et humains 'à la demande' et espaces de camps. C'est dans l'enchevêtrement de ces 'différentes instances' que prend forme le gouvernement humanitaire » (p. 423).

En d'autres termes, la politique 'policière-humanitaire' appliquée aux migrants vise à gérer ces 'indésirables' dans le cadre d'un véritable réseau de lieux de confinement visant à transformer les uns en victimes sans voix et sans droits (les 'réfugiés'), à expulser les autres (les 'migrants' ou encore les 'immigrés' ; 'migrants' a généralement, par opposition au terme 'réfugiés', une connotation négative). On l'aura compris, nous réservons le terme 'humanitaire' pour désigner cette politique à la fois mondiale et locale, politique relayée par différentes associations et ONG chargées de la mettre en pratique. C'est la raison pour laquelle nous parlons de politique 'policière-humanitaire'. Cela, nous y reviendrons, n'a rien à voir avec la solidarité matérielle, morale, politique d'individus et de collectifs ayant choisi d'être aux côtés des migrants, avec les migrants.

Pour échapper à cette vision/partition policière des migrants, il est crucial de donner un autre sens à ces deux termes non pas en les opposant mais en comprenant que l'un et l'autre renvoient à deux composantes d'une identité **en positif**, qui donne aux migrants leur vrai visage. Cette identité est construite sur la base d'un rapport à deux espaces-deux pays : d'une part, celui dont ils viennent et qu'ils ont quitté, de l'autre, celui où ils sont venus ou veulent se rendre. L'opposition 'bons' et

'mauvais' migrants tend à ne prendre en considération que l'un des rapports : les 'bons' seraient ceux qui pour cause de guerre ou autre situation considérée comme 'inhumaine' auraient quitté leur pays d'origine, les autres seraient ceux qui auraient décidé de construire leur vie dans un nouveau pays. Pour définir cette identité 'positive' il est nécessaire de voir qu'elle met en jeu ce double rapport - certes de façon variable d'une personne à l'autre, mais de façon nécessaire dans tous les cas. En revanche, le terme 'demandeurs d'asile' relève exclusivement de la gestion 'policière-humanitaire' des migrants.

Les notions de 'sans parts' et de 'tort' qui les définit - introduites par Jacques Rancière dans son livre *La méésentente* (Ed. Galilée, 1995) - peuvent servir à caractériser cette situation des migrants, à condition de préciser que les migrants sont doublement des 'sans parts' : et par rapport à leur pays d'origine, et par rapport au pays où ils souhaitent se rendre. Leur identité en tant que migrants se construit précisément sur la base de ce statut de 'deux fois sans parts'.

Concernant la situation par rapport au pays d'origine, le fait de migrer est une **décision** d'une personne ou d'un ensemble de personnes (souvent une famille) qui refusant la barbarie du pays où ils vivent font le choix de prendre le risque d'aller reconstruire leur vie, une vie digne d'être vécue, 'ailleurs'. Les raisons de ce départ sont multiples : la guerre, comme la guerre à outrance que Bachar El Assad mène depuis six ans contre le peuple syrien, les dictatures en place dans des pays comme l'Erythrée ou le Soudan, la non-vie faite de misère et de corruption dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne. A chaque fois, dans tous ces cas, il s'agit de refuser une vie considérée comme impossible. Face aux pouvoirs en place ou à la guerre, dans des situations qui ne laissent que peu de place pour une action, une protestation sur place, ce refus de la non-vie ne peut prendre que la forme d'un départ. En aucun cas, il ne nous appartient de juger des raisons qui fondent la raison de partir. Et cela d'autant plus que l'Occident est largement responsable de la situation insoutenable tant au Proche-Orient qu'en Afrique subsaharienne : « Nous sommes là parce que vous étiez/vous êtes là-bas. » De plus, tous les récits que font les migrants de leur périple le montrent : partir est une entreprise à haut, très haut risque.

Concernant le pays d'arrivée, les frontières, les barbelés, l'enfermement, les camps, l'expulsion (cf. ci-dessus), tout est mis en place et converge dans la non-reconnaissance ou plutôt la négation de leur droit à migrer, de leur droit à vivre là où ils ont choisi de vivre [4]. Ici encore il faut souligner la dimension fondamentalement raciste, postcoloniale de cette politique d'exclusion (sur la dimension 'postcoloniale' de cette politique, on peut se reporter au réquisitoire d'Achille Mbembe dans *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, 2016). De plus il y a migrants et migrants : au cours des dernières années, des dizaines de milliers de personnes en provenance des pays du sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal), confrontées à la crise dans leur pays, sont parties pour s'installer dans les pays du nord de l'Europe, dans les Caraïbes ou en Amérique latine. Et ces personnes, leur choix de migrer, elles l'ont fait sans entrave.

## **Les migrants comme sujets politiques**

La politique de l'UE, entre multiplication des frontières et enfermement/expulsion-déportation vise à priver les migrants de tout droit et à étouffer leur voix en tant que sujets, bref les rendre invisibles. Ce ne sont plus que des masses d'illégaux indésirables qu'il s'agit de trier/ gérer/ enfermer /expulser.

En fait, dans la situation qui est la leur aujourd'hui, les migrants sont des révélateurs de la barbarie du monde. Ils le disent doublement. En affrontant les murs, les frontières et autres barbelés qui sont la négation du droit de tout être humain à migrer, ils réaffirment et mettent en pratique ce droit

déclaré imprescriptible par les conventions internationales. Et en affirmant « Nous sommes des êtres humains », cette qualité qu'on leur dénie violemment au quotidien, ils sont la critique en actes de la politique 'policière-humanitaire' qui vise à dénier et à rendre invisible tout différend des 'sans parts' concernant l'ordre impérial du monde.

Dans *La méésentente* et dans d'autres écrits, J. Rancière défend l'idée qu'une action, une lutte ou un mouvement ressortit à la politique s'il se présente comme '**contingent universel**' : 'contingent' renvoie à l'action/ lutte/ mouvement dans sa singularité (lieu, moment, acteurs, objectifs) et 'universel' au fait que les enjeux de cette action ou de cette lutte excèdent par leur signification l'événement dans sa singularité. De ce point de vue, les migrants sont pleinement des sujets politiques. Un statut que beaucoup peinent à leur reconnaître, ne percevant que la dimension '**contingente**', ce qui revient à ne considérer les migrants qu'à travers ce que l'on perçoit/veut voir de leur situation présente telle qu'elle est définie par les politiques qui leur sont appliquées.

Je me limiterai à trois exemples. Lorsqu'il est lancé début 2016, L'appel des 800 interpelle le gouvernement, et plus directement Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, sur sa politique à l'égard des migrants, demandant qu'elle soit une véritable politique d'accueil - à la suite de la destruction de la zone sud de la 'jungle' de Calais, les auteurs ont changé de ton, se désolidarisant radicalement de la politique des 'socialistes'. A la veille de la destruction de la zone nord de la jungle de Calais, Ensemble publiait un bref communiqué qui tout en dénonçant les pratiques du gouvernement se contente de demander/réclamer de meilleures conditions d'accueil. Une position largement partagée par diverses organisations et associations qui se limitent à une critique (le 'contre') sans contrepartie positive de solidarité 'ici-maintenant'.

La position de J. Rancière dans son dernier livre d'entretiens *La méthode de l'égalité* (Ed. Bayard, 2012) est plus complexe : tout en dénonçant les conditions inhumaines et scandaleuses faites aux migrants, il considère que leur cas ne relève pas de la politique. A propos de Calais il dit : « On a là quelque chose comme une rencontre brutale entre la simple possibilité de vivre et l'ordre international tel qu'il est structuré (...) L'activité de soutien est toujours un peu en porte à faux, car ces gens sont d'abord là pour passer. Ce qu'ils cherchent dans toute situation, y compris dans les rapports avec la police, c'est comment pouvoir passer. Ils ne sont pas là comme sujets politiques. » Un peu plus loin, il est vrai, il corrige en partie ce jugement : « On voit bien dans la tension entre ce qui se passe à la frontière et ce qui se passe au centre cet écartèlement de l'espace politique où le migrant est deux choses à la fois. Il est purement un migrant qui a affaire à un ordre policier qui bloque les passages, et il est un sujet politique en puissance à partir du moment où il réclame de vivre là où il est comme vit tout le monde » (p. 279 - 280).

De façon plus générale, les prises de position dans leur immense majorité se limitent à une dénonciation (légitime et nécessaire !) des politiques menées, mais sans chercher à définir une alternative positive de solidarité avec les migrants. Ce qui revient à s'inscrire, certes sur un mode négatif/critique dans l'espace policier-humanitaire, se limitant au 'contre' sans chercher à penser ce que signifie 'être avec les migrants'. Or précisément toute la démarche des migrants consiste à partir du 'pour' : le droit de tout être humain de migrer et le droit de tout être humain à une vie digne d'être vécue, pour exprimer le contre (dénoncer/affronter les frontières sans limites et refuser l'encampement).

Ci-dessus nous avons dit à quel point il est mystificateur de parler de 'crise migratoire' et qu'en fait c'est d'une crise de l'Europe qu'il s'agit. Il nous paraît également légitime de parler d'une crise de la politique. Comme le formule J. Rancière (dans le même entretien) : « nous n'avons pas d'internationalisme au sens où ce qui concerne les flux migratoires est constamment partagé entre une scène d'affrontement entre police et individus, et une scène proprement politique d'affirmation d'une part des sans parts » (p. 280).

## Les migrants et nous

Concernant les migrants, le discours dominant, celui des médias ou encore celui des partis politiques projette sur les migrants des représentations, des catégories et souvent des clichés prédéfinis visant à leur donner une (petite /toute petite) place dans un discours dont la cohérence est définie par ailleurs, sans eux. Dans le dossier de la revue *Contretemps* « Crise de la démocratie. Emanciper l'Europe du néolibéralisme » (n° 31, novembre 2016) seul un article (d'Ugo Palheta) mentionne, au passage, les migrants dans le cadre d'une dénonciation du racisme « sous la triple forme de l'islamophobie, du quadrillage répressif des quartiers populaires et de la répression des migrants » et une autre fois, un peu plus loin, à propos de l'intensification des violences policières lors des mobilisations contre la loi El Khomri.

Les migrants ne sont que 'l'objet' de discours multiples, contradictoires : discours en sympathie mais aussi discours faits d'ignorance ou de rejet haineux. Il est urgent et crucial de renverser la démarche : non pas parler des migrants en disant « nous et les migrants » mais en disant « les migrants et nous », c'est-à-dire faire des migrants un enjeu, un risque de pensée et de solidarité active, de considérer à quel point les migrants face à la barbarie du monde sont les porteurs d'une critique radicale de monde tel qu'il est. Fondamentalement cela suppose prendre au sérieux les deux moments essentiels qui les définissent. En se battant pour le droit de tout être humain de migrer, ils sont porteurs/acteurs d'une critique radicale d'un monde, d'une Europe hérissée de murs et de frontières. En revendiquant le droit de tout être humain à une vie digne d'être vécue ils sont la critique vivante, radicale du dispositif policier plus qu'humanitaire dans lequel on cherche à les enfermer.

En France, mais aussi dans la plupart des pays où ils sont présents en Europe, il y a de multiples initiatives de solidarité, matérielle, morale, politique et de soutien (rien à voir avec la gouvernance humanitaire !). Ces initiatives, chacune à sa façon, part de la présence des migrants, plus précisément des rencontres avec certains d'entre eux et des échanges auxquels elles donnent lieu. On peut rappeler les multiples initiatives individuelles ou collectives prises à Calais dans la 'jungle', le mouvement impressionnant de solidarité des habitants de la vallée de la Roya, les collectifs à Paris comme La Chapelle en lutte, l'accueil solidaire de migrants à travers tout le pays. Toutes ces initiatives de solidarité ont en commun de partir de ce défi d'humanité que constitue la présence 'ici-maintenant' de migrants. Dans la lutte contre la barbarie du monde et les guerres qui en ravagent des régions entières, les migrants occupent une place essentielle. Ne pas le comprendre c'est fermer les yeux, au risque de se résigner à l'impuissance face à la violence étatique et policière brutale, inhumaine, qui aujourd'hui frappe, sous nos yeux, en toute impunité, des centaines de milliers d'êtres humains.

Loin des échéances électorales avec toutes les démagogies auxquelles elles donneront lieu et d'où les migrants sont exclus sur tous les plans, il nous appartient de faire de 2017 une année AVEC LES MIGRANTS.

**Denis Paillard**

---

**P.-S.**

\* A l'encontre, 10 janvier 2017 :

## Notes

[1] L'Association Roya citoyenne « prône la solidarité avec les migrants en provenance d'Italie qui entrent en France dans les Alpes-Maritimes » pour reprendre les termes du quotidien Le Monde, daté du 9 janvier 2017. Un des membres de l'association souligne : « Si on ne les aide pas, ils partiront d'eux-mêmes par les chemins, souligne Sylvain. Avec les risques, le froid et la neige, ce ne sont plus des personnes en bonne santé que les gendarmes ramasseront, mais des morts. » (Réd. A l'Encontre).

[2] voir à ce sujet sur ce site l'article de Véronique Nahoum-Grappe, ESSF (article 37129), [Cologne : la liberté d'être, la foule et les ressorts des violences faites aux femmes](#).

[3] <http://nearfuturesonline.org/europecrisis-new-keywords-of-crisis-in-and-of-europe/>

[4] Médecins sans Frontières, sur son site, en date du 7 février 2017 indique que : « Les policiers harcèlent les migrants en leur confisquant leurs couvertures, utilisant parfois des gaz lacrymogènes pour les disperser, allant jusqu'à leur interdire de s'asseoir dans la file d'attente du centre humanitaire de la Chapelle où ils attendent une place d'hébergement. Ces pratiques inacceptables mettent en danger la vie des migrants : les équipes de Médecins sans Frontières ont dû prendre en charge huit personnes proches de l'hypothermie.

Depuis plusieurs semaines, le Centre Humanitaire de Paris, dispositif de l'Etat et de la ville de Paris ouvert le 10 novembre et destiné à accueillir et orienter les migrants récemment arrivés, est saturé. Environ 100 à 150 personnes tentent quotidiennement d'y être admises et beaucoup doivent dormir dehors plusieurs jours avant qu'une place se libère.

Alors que les températures sont devenues négatives, les violences policières se multiplient depuis une dizaine de jours, notamment dans les quartiers de la Chapelle et de Pajol : « Les forces de l'ordre réveillent les migrants en pleine nuit et leur confisquent leurs couvertures. » (Rédaction A l'Encontre)